

## БАШТИНА HERITAGES

Andrej Mitrović

# LES INTERETS FRANCAIS EN SERBIE

## A LA VEILLE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Un document intitulé *Intérêts français en Serbie*, rédigé de toute évidence pour les besoins du gouvernement français et portant, rajoutée à la main, la datation „Paris 30 octobre 1917”, présente de façon concise et détaillée les intérêts français en Serbie à la veille de la Première Guerre mondiale. Recourant au langage clair et convaincant des chiffres, répartis dans l'exposé en six groupes d'activités, son texte nous informe du montant financier et de la structure des divers intérêts français. Il s'agit en l'occurrence d'emprunts publics, d'établissements financiers, de la construction de chemin de fer et d'investissements dans les routes, les entreprises industrielles et commerciales, et dans l'exploitation des mines.<sup>1</sup>

### *Les débuts*

Apparu relativement tôt, l'intérêt porté par la France à la Serbie devait progressivement croître avec le temps. Voyant le jour avec la stabilisation de la situation dans cette petite principauté encore vassale de la Turquie,<sup>2</sup> c.-à-d. durant la seconde moitié des années trente au XIX<sup>e</sup> siècle, cet intérêt se manifesta tout d'abord par la curiosité montrée par Ami Boué pour la nature géologique du sol de Serbie. Il convient ici de noter que cet érudit s'intéressa d'emblée à l'ensemble de la région des Balkans, ce qui montre bien que les Français avaient coutume de considérer tout pays en le replaçant dans un champ de vision géopolitique plus large.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Archives diplomatiques, Ministère des Affaires Etrangères-Paris (dans la suite du texte: AMAE-Paris), Nouvelle série, Serbie, vol. 19, pp.283-296, *Intérêts français en Serbie*, 30. Octobre 1917. Sous le titre figure entre parenthèses, tapée à la machine à écrire, la notice: Nombre de Français résidant en Serbie: 260. Apposé à la main: D 132-3. Voir le copie publiée à la suite de cet article. Voir les Papiers d'agent-archivé privée D 53- Emile Dard, vol. 42, *Intérêts français en Serbie*.

<sup>2</sup> L'accroissement territorial de la Serbie est le suivant: en 1833 37.617 km avec 478.000 habitants, en 1878 48.333 km avec 1.764.800 d'habitants et en 1914 87.300 km avec 4.600.000 d'habitants.

<sup>3</sup> A. Boué, *La Turquie d'Europe*, I-IV, Paris 1940.

Les premiers contours d'un intérêt économique français s'esquissent plus clairement au début de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans son numéro du 7 septembre 1852, *Le journal des Débats* présentait en détail les premiers plans serbes pour la construction de voies ferrées.<sup>4</sup> L'expression „société franco-serbe”, organisation économique vraisemblablement conçue à cette époque mais non fondée, apparaît déjà dans une lettre d'un Serbe d'Istanbul datant de la fin du mois de novembre 1860.<sup>5</sup> Au printemps 1872 un homme d'affaires marseillais présentait une proposition détaillée prévoyant la fondation d'une banque franco-serbe dont le but serait de stimuler et de soutenir les affaires françaises en Serbie.<sup>6</sup> Déjà en 1865 un ingénieur français, Kuss, réalisait la première étude pour le tracé d'une voie ferrée<sup>7</sup> et, le 3 février 1881, le gouvernement serbe concluait avec la *Société de l'Union Générale* une convention prévoyant la construction de la première voie ferrée en Serbie.<sup>8</sup> Le réel intérêt suscité par la Serbie dans les milieux financiers français nous est confirmé par un mémorandum analytique intitulé *Les chemins de fer serbes*, réalisé pour le ministère des affaires étrangères le 3 juin 1889.<sup>9</sup> Cet intérêt ressort également de la création du premier établissement financier étranger à Belgrade. La fondation de la *Banque de crédit serbe* doit en effet beaucoup au *Comptoir national d'escompte*,<sup>10</sup> alors que l'*Österreichische Länderbank*, son partenaire dans cette affaire, était elle-même une création de la *Société de l'Union générale* (1880);<sup>11</sup> compte tenu de la rapide banqueroute de cet établissement, dès 1882, c'est la *Société générale* de Paris qui acquit une influence durable sur sa création à Vienne et, indirectement, sur la *Banque de crédit serbe*.<sup>12</sup> Bien que le *Comptoir national d'escompte* se retrouva lui aussi rapidement en crise, le capital français n'en demeura pas point présent dans la *Banque de crédit serbe*.<sup>13</sup> A la suite de la proclamation du Royaume de Serbie (1882), c'est le *Comptoir national d'escompte* qui devait, en vue de l'octroi de crédits, prendre l'initiative et dans une large mesure organiser la fondation d'un consortium international réunissant la *Berliner Handelsgesellschaft* et un groupe de banques allemandes, ainsi que l'*Österreichische Länderbank*.<sup>14</sup> L'argent des banques de Paris put ainsi continuer de jouer un rôle notable dans les emprunts serbes des années quatre-vingts.<sup>15</sup> La fin de cette décennie et surtout la décennie suivante devaient même

<sup>4</sup> Petar Milenković, *Istorija gradjenja železnica i železnička politika kod nas (1850-1935)*, Beograd 1936, 12-13.

<sup>5</sup> Istorijski arhiv-Beograd, Zadužbina Ilije Kolarca, kutija 6, br. 391.

<sup>6</sup> Archives Nationales-Paris (la suite: AN), 207 AQ, 424, le 29 Mai 1872.

<sup>7</sup> P. Milenković, *ibid.*, 16-20.

<sup>8</sup> *Ibid.*, 186-214.

<sup>9</sup> AMAE, Serbie, vol. 2, Paris le 3, juin 1889.

<sup>10</sup> Avec une présentation détaillée des sources et de la bibliographie dans les travaux de ce même auteur: *Berlinerhandelsgesellschaft i Srbija*, dans: Zbornik Filozofskog fakulteta u Beogradu, XVI (1985), 167-197; *Pester Ungarische Commerzialbank na Balkanu u 1918*, dans: Zbornik Matice srpske za istoriju, 34 (1986), 43-80; *Mreža austrougarskih i nemačkih banaka na Balkanu pred Prvi svetski rat*, dans: Jugoslovenski istorijski časopis, 1988, br. 3-4, 51-55.

<sup>11</sup> A. Piperger, *100 Jahre Österreichische Länderbank 1880-1980*, Wien (1980), 43-44; David F. Good, *Der Wirtschaftliche Aufstieg des Handelsburgerreiches 1775-1917*, Wien 1986, 182; B. Michel, *Banques et banquiers en Autriche au debut du 20e siecle*, Paris 1976, 249.

<sup>12</sup> B. Michel, *ibid.*, 263.

<sup>13</sup> Voir, rapports: AMAE, NS, Serbie, vol. 26, *Au sujet de la Banque de Credit, Serbe*, le 4, décembre 1910; Archives économiques et financiers-Paris, B 31.272, *A.s. d'entreprises franco-autrichiennes dans les Balkans*, Belgrade le 9, fév s'intérêts ne prennent pas en compte notre document du 30 octobre 1917, p. 3.

<sup>14</sup> Carl Fürstenberg, *Die Lebensgeschichte eines deutschen Bankiers*, niedergeschrieben von Hans Fürstenberg, Düsseldorf (1968), 159.

<sup>15</sup> *Ibid.* Voir rapport de 30. octobre 1917, p. 3.

enregistrer un renforcement constant des intérêts français qui touchèrent un cercle d'affaires de plus en plus large et se traduisirent par l'investissement de capitaux de plus en plus élevés.

À l'automne 1917, très vraisemblablement en prévision de la future conférence de la paix, on procéda au sein du gouvernement français à un bilan des intérêts d'avant-guerre de la France à l'étranger. C'est alors que furent rédigés plusieurs textes sur la Serbie, dont notamment notre document daté du 30 octobre 1917. Dans les numéros 490 et 491 du 7 et 8 novembre 1917 d'une revue intitulée *Informations économiques*, éditée par le *Bureau d'étude de l'information diplomatique*, furent successivement publiés deux textes portant le même titre *Les ressources minérales de la Serbie*, avec la notice „Bulletin consacré à la Serbie”.<sup>16</sup> Par leur contenu ces deux documents constituaient en fait une élaboration et un complément de certains passages correspondants figurant dans un vaste mémorandum très systématique destiné au ministre des affaires étrangères, Alexandre Ribot, rédigé et daté de Paris, 21 septembre 1917, par l'ambassadeur Maurice Bompard.<sup>17</sup>

### *Le cadre économique et géographique*

Le mémorandum de Bompard pose la problématique serbe dans le cadre de la vision française, établie déjà de longue date, considérant le Proche-Orient et la péninsule des Balkans comme une même entité économique, tout en mettant l'accent sur la partie asiatique en tant que plus importante. Une telle conception était le résultat de rapports économiques fortement développés, remontant déjà au XVI<sup>e</sup> siècle et s'étant progressivement étendus à tout le territoire de l'Empire turc. Son caractère toujours actuel dans les années antérieures à la Première Guerre mondiale nous est entre autre attesté par les documents de la diplomatie française de l'époque. Tout texte concernant les pays balkaniques porte en effet régulièrement les indications „Europe, Afrique, Orient” ou „Levant”. À titre d'exemple, le mémorandum, déjà mentionné, de juin 1889 considère la problématique serbe en relation avec les „capitaux français en Orient”.<sup>18</sup> Conformément à cette conception, le principal représentant des finances françaises en Serbie était précisément la *Banque Impériale Ottomane* (dans la suite du texte: *BIO*),<sup>19</sup> tandis que le premier établissement financier français consacré à la Serbie reçut le nom de *Société financière d'Orient*.

La dualité contenue dans cette vision finit toutefois par ressortir au début du XX<sup>e</sup> siècle. La réalité ne pouvait que s'imposer à la suite de l'instauration progressive dans les Balkans d'une situation nouvelle, différant profondément et notablement de celle existant au Proche-Orient. Le mémorandum de Bompard parle ainsi d'investissements „dans la fortune française en Turquie et dans les Etats balkaniques” et, de fait, inclut simultanément la thématique serbe dans l'ensemble de l'ancien espace double et dans sa seule partie balkanique. Par leur contenu, les Balkans commençaient à être perçus comme une entité à part regroupant six Etats indépendants et ce face au territoire toujours immense de l'Empire turc.

<sup>16</sup> ADE. NS, Serbie, vol. 10.

<sup>17</sup> AMAE, Europe 1918-1940, Yougoslavie, vol. 121, Paris, le 21 septembre 1917.

<sup>18</sup> Observation critique de l'ensemble de l'engagement du capital français à cette époque: Jean Bouvier et René Girault, *L'impérialisme français d'avant 1914*, Recueil de textes, Paris 1976.

<sup>19</sup> AMAE. NS, Serbie, vol. 2, Paris, le 2, juin 1889.

### *La Serbie dans les investissements proche-orientaux et balkaniques*

D'après les données fournies par Bompard<sup>20</sup>, le montant total des investissements dans l'ensemble de l'espace proche-oriental et balkanique en été 1914, à la veille du conflit mondiale, s'élevaient à 5.746.236.881 de francs français. La part revenue à l'Empire ottoman atteignait 2.891.251.750 fr alors que sur les 2.854.985.131 fr dont avaient bénéficié les Etats balkaniques, 814.546.000 fr étaient revenus à la Serbie. Cette somme représentait 14,18% du montant total des investissements et, respectivement, 28,53% et 28,17% des sommes investies, d'une part, dans les pays balkaniques et, d'autre part, en Turquie.

De par le montant total des investissements français la Serbie venait en second parmi les pays balkaniques. Elle était précédée, de peu, par la Grèce qui avait bénéficié d'investissements s'élevant à 825.802.578 fr, soit 14,37% du total des investissements et 28,92% des sommes investies dans les Balkans. Venaient ensuite la Roumanie avec 751.649.180 fr (soit 13,08% et 26,33%) et la Bulgarie avec 457.216.000 fr (soit 7,96 et 16,01%). Les intérêts français au Monténégro et en Albanie s'élevaient respectivement à 4.000.000 fr (0,07% et 0,14%) et 1.771.373 fr (0,03% et 0,06%).

La *dette publique/emprunts publics* constituaient de loin la part la plus importante dans la structure des intérêts français. Sur les 4.474.988.150 fr affectés à l'ensemble de la région 2.246.334.150 fr avaient été placés en Turquie et 2.228.654.000 fr dans les Balkans. Le montant total des emprunts destinés à la Serbie s'élevait à 770.754.000 fr.

Les *établissements financiers* avaient fait l'objet d'investissements atteignant au total 257.256.000 fr dont 138.250.000 fr pour la Turquie et 119.006.000 fr pour les Balkans. Pour la seule Serbie le montant était de 18.625.000 fr.

La construction de *chemins de fer* avait attirée 531.044.600 fr se répartissant en 262.144.600 fr pour la Turquie et 268.900.000 fr pour les Balkans, dont 5.362.000 fr en Serbie.

L'aménagement de *routes* et de *quais, ports et phares* (maritimes) avaient absorbé 96.001.000 fr. La majeure partie de cette somme, à savoir 72.506.500 fr, était toutefois allée à la Turquie, alors que les Balkans s'étaient contentés de 23.494.500 fr dont uniquement 250.000 fr pour la Serbie.

Aucune affaire liée à l'exploitation de *l'eau, de l'électricité et du gaz*, portant sur une somme totale de 99.630.358 fr, ne concernait pas la Serbie.

Les investissements consacrés aux *mines et aux pétroles* atteignaient la somme totale de 121.571.373, dont 37.525.000 fr pour la Turquie et une part nettement plus importante, 84.046.373 fr, pour les Balkans dans laquelle la Serbie ne participait que pour 8.875.000 fr.

Les *entreprises industrielles, commerciales et agricoles* avaient bénéficié d'investissements s'élevant au total à 165.745.400 fr dont 92.447.900 fr en Turquie et 73.297.500 fr dans les pays balkaniques. La Serbie avait reçu 10.680.000 fr, si ce n'est que l'on y enregistre aucune réalisation liée aux pétroles, alors que l'agriculture n'avait pas suscité l'intérêt des financiers français.

<sup>20</sup> G. Pougli-Bey, *La Banque Impériale Ottomane*, Annales des sciences politiques, 24 (1910), 346-389; Jacques Thobie, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottomane (1895-1914)*, Paris 1977. André Autheman, *La Banque Impériale Ottomane*, Paris 1996. Présentation en Serbie: Milan Dimitrijević, *Carstvo-otomanska Banka*, dans: *Ekonomist*, I (1913), 278-280; A. Mitrović, *Mreža austrougarskih i nemačkih banaka na Balkanu*, 70-74.

### La Serbie comparée aux autres Etats Balkaniques

Au titre des seuls emprunts français, comme nous l'avons vu, la Serbie a reçu 770.754.000 fr.<sup>21</sup> destinés au financement de travaux publics et de l'armement. La totalité des autres investissements français en Serbie atteignaient la somme de 43.792.000 fr dont l'appréciation doit toutefois tenir compte qu'une part importante des emprunts était elle aussi affectée à la construction de voies ferrées.

Sur ce plan la Serbie devançait largement tous les autres Etats balkaniques. La Roumanie suivait avec une somme inférieure de 118.574.000 fr, alors que la Grèce et la Bulgarie venaient bien plus loin avec, respectivement, des sommes inférieures de 338.004.000 fr et 401.604.000 fr. Un emprunt de 4.000.000 fr constituait la totalité des investissements français au Monténégro, alors que l'Albanie n'avait bénéficié d'aucun emprunt français.

De par les capitaux investis dans les établissements financiers la Grèce venait en première avec 75.000.000 fr. En comparaison la Serbie avait reçu une somme inférieure de 57.375.000 fr, alors qu'elle devançait respectivement de 869.000 fr et 9.000.000 fr la Bulgarie (17.756.000 fr) et la Roumanie (7.625.000 fr).

La majeure partie des investissements dans la construction de chemins de fer était allée à la Grèce (204.121.000 fr) ce qui dépassait de 198.759.000 fr les investissements semblables en Serbie (5.362.000 fr) lesquels étaient également de loin inférieurs aux capitaux investis en Bulgarie (53.300.000 fr). En Roumanie les investissements s'élevaient à 6.000.000 fr et en Albanie à 117.000 fr.

Pour l'aménagement de routes la Serbie a reçu 250.000 fr. Toutefois, compte tenu de l'absence de littoral maritime dans ce pays, toute comparaison avec la Grèce et la Bulgarie n'est guère possible. (Dans ce domaine les Français n'ont pas investi en Roumanie).

Les investissements dans les pétroles participaient assurément pour beaucoup dans les sommes investies en Roumanie (au total 47.667.000 fr), alors qu'en Serbie c'est les mines qui avaient attiré les investissements (8.875.000 fr), somme inférieure de 15.975.000 fr à celle placée en Grèce (24.850.000 fr). La Bulgarie (2.550.000 fr) avait disposé d'une somme inférieure de 6.325.000 fr comparée à la Serbie. Les investissements en Albanie s'élevaient à 800.000 fr.

Dans diverses entreprises de Serbie avaient été investis 10.680.000 fr ce qui était respectivement inférieur de 17.877.500 fr et 12.470.000 fr aux sommes versées à la Grèce (28.557.500 fr) et à la Roumanie (23.150.000 fr). Cette somme était de peu inférieure à celle attribuée à la Bulgarie (10.910.000 fr). Les investissements en Albanie restaient modestes (104.373 fr).

En concurrence avec la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie, la Serbie venait donc à la seconde place tant par le montant total des capitaux investis que par les investissements dans les établissements financiers, à la troisième place par les investissements dans les mines et à la quatrième par les investissements dont avaient bénéficié les routes et les entreprises.

<sup>21</sup> Voir note 17.

### Les porteurs des intérêts

La récapitulation du document du 30 octobre 1917 mentionne comme établissements porteurs des intérêts français en Serbie la *Banque franco-serbe* et la *Société financière d'Orient*, puis la *Société franco-serbe d'entreprises industrielles et de travaux publics* et la *Société française d'entreprises* et, finalement, les mines de Bor, Neresnica, Radinka et Studena. Toutefois, les véritables porteurs de l'intérêt étaient en fait les grandes banques qui se tenaient derrière ces entreprises. Pour leur part, les sources serbes mentionnent en tant que principal partenaire français le „groupe ottoman”.<sup>22</sup> Bompard fait état de la *Banque franco-serbe* en tant que „société [...] créée pour syndiquer les intérêts français”, et ayant pour concurrents „La régie générale des chemins de fer et des travaux publics, la *Société française d'entreprises* et d'autres rivaux encore”.

Durant trois décennies et demi, de 1880 à 1914, il est certain que toutes les grandes banques françaises se sont intéressées, dans une plus ou moins large mesure et durant un temps plus ou moins long, aux affaires en Serbie. Toutefois, dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle la *BIO* s'affirma être le principal facteur financier étranger, et par là même français en Serbie. Bien que s'agissant d'un établissement franco-britannique, il ressort en effet que cette banque était largement contrôlée par la partie française à l'époque dont il est ici question.<sup>23</sup> Cette prédominance devint encore plus évidente après la reprise de la *BIO* par la *Banque d'Union parisienne* (dans la suite du texte: *BUP*)<sup>24</sup> qui, récemment créée, restait sous une forte influence de ses fondateurs membres du „haute finance” à Paris,<sup>25</sup> c.-à-d. de puissantes et prestigieuses banques protestantes privées.<sup>26</sup> Quoi qu'il en soit, la *BIO* fut active en Serbie de façon continue depuis le début des années 90 du XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans un premier temps elle collabora de façon très étroite avec le capital allemand (*Berliner Handelsgesellschaft*) et autrichien (*Österreichische Länderbank*), avec lesquels elle participa en 1895 à la mise en ordre des finances publiques serbes et à assurer la solvabilité de l'Etat serbe par l'intermédiaire de l'*Autonoma uprava monopola* (*Administration autonome des Monopoles du Royaume de Serbie*).<sup>27</sup> Elle construisit ensuite son rôle prédominant en renforçant sa position dans les emprunts publics, dont elle exclut successivement ses partenaires autrichien, après 1905, et

<sup>22</sup> Etude la plus récente: Dragana Gnjatović, *Stari državni dugovi*, Prilog ekonomskoj političkoj istoriji Srbije i Jugoslavije 1862-1941, Beograd 1991. La bibliographie antérieure est toujours actuelle: Milorad Nedeljković, *Istorija srpskih državnih dugova*, Beograd 1909; Milan/T.Jodorović, *Plasman stranog kapitala u Srbiji*, dans: *Ekonomist*, II (1913), 212-214; Milan Simitch, *La dette publique de la Serbie de l'origine à la guerre de 1914*, Paris 1925. Sur les emprunts français: Milan Erčić, *Naši predratni i ratni dugovi Francuskoj*, dans: *Ekonomist*, januar-februar 1929, 188-202; Milan Stojadinović, *Ratni dug prema Francuskoj*, dans: *Politika*, 25. februar 1929; ibid., *Naši predratni i ratni dugovi u Francuskoj*, dans: *Bankarstvo*, april 1929, 149-153; *Affaire concernant le paiement de viviers emprunts Serbes émis en France*, Publications de la Cour permanente de justice internationale, Serbie C, No 16-III, Leyden 1929. Les emprunts dans le contexte de la situation politique générale: Ljiljana Aleksić-Pejković, *Odnosi Srbije sa Francuskom i Engleskom 1903-1914*, Beograd 1965, 961.

<sup>23</sup> Voir le matériel pour les années précédant la Première Guerre mondiale dans: Arhiv Srbije-Beograd, Poslanstvo u Parizu, poverljivo; fond Zajmovi državni 1909, 1910, 1911.

<sup>24</sup> AN, F23 154, *Banque Impériale Ottomane*, Mémoire, 2. septembre 1918, 1-3.

<sup>25</sup> Hubert Bonin, *La banque et les banquiers en France du Moyen Age à la nos jours*, Paris 1992, 61; Karl Erich Born, *Geld und Banken in 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart 1977, 151; J.A. Lesourd et Cl. Gérard, *Nouvelle histoire économique*, I, Paris 1976, 196. Voir: *Dictionnaire d'histoire économique de 1800 à nos jours*, Paris 1987, 36, 41, 162.

<sup>26</sup> H. Bonin, *op.cit.*, 49-59.

<sup>27</sup> J. A. Lesourd et Cl. Gérard, *op.cit.*, 196; K. E. Born, *op. cit.*, 242. Voir A. Mitrović, *op. cit.*, 70-74.

allemand, après 1909.<sup>28</sup> Parallèlement elle incluait avec succès dans le consortium d'autres grandes banques françaises, ce qui lui permit d'assurer l'octroi d'emprunts de plus en plus importants. Par ailleurs elle renforça sa position de leader grâce à des emprunts de 150.000.000 fr en 1909 et surtout de 250.000.000 fr en 1913.

La *BIO* ne s'attela que relativement tardivement à la mise en place d'établissements économiques en Serbie. Il est vrai que dès le début de l'automne 1892 elle acceptait de fonder „une représentation directe à Belgrade, par exemple, par l'ouverture d'une succursale”.<sup>29</sup> Cette intention est peut-être à l'origine de la création en 1897 de la *Société financière d'Orient*, qui fut toutefois fondée en tant que société belge dotée d'un siège à Bruxelles.<sup>30</sup> Rejoignant finalement l'idée de la création d'une banque à Belgrade sur l'insistance de la *BUP*, la *BIO* joua d'emblée un rôle clé lors de la fondation de la *Banque franco-serbe* en été 1910, en tant que société française ayant son siège à Paris et disposant d'une filiale à Belgrade.<sup>31</sup> L'intercession de cette banque permit rapidement la création en 1912 de la *Société franco-serbe d'entreprises industrielles et de travaux publics*,<sup>32</sup> puis, en 1913, de la *Société des cimenteries et charbonnages franco-serbes*.<sup>33</sup>

Ainsi fut constitué un puissant groupe d'intérêt français disposant en Serbie d'un remarquable réseau d'établissements susceptible de s'étendre encore. Il avait pour centre officiel la *BIO* qui recourait à la *Société financière d'Orient* pour toutes les opérations (financières), y compris le travail avec la *Banque franco-serbe*, établissement particulièrement important du fait qu'il agissait sur le terrain même. Le véritable contrôle de ce groupe dépendait toutefois de la *BUP*, nonobstant le fait que le gros de son activité était concentré sur la Russie. Ses fondateurs, étant simultanément membres de la direction la plus étroite de la *BIO*, avaient en effet tout loisir de prendre personnellement les décisions et d'influer sur les activités en Serbie, alors qu'à deux reprises ce sont même leurs banques respectives qui jouèrent un rôle direct: la *Banque Luis Dreyfus et Cie* fut un des créateurs de la *Société franco-serbe d'entreprises industrielles et de travaux publics*,<sup>34</sup> et la *Banque Mirabaud*, qui entretenait des liens particuliers avec la *Banque franco-serbe*,<sup>35</sup> devint propriétaire de la *Compagnie française des mines de Bor*.<sup>36</sup>

<sup>28</sup> AN-Paris, F23 154. Mémoire, 2. septembre 1918. On trouve ici exposée l'appréciation suivante: „La gestion de l'Administration a donné les résultats les plus satisfaisants, les recettes nettes ont largement progressé à tel point qu'après prélèvement des sommes nécessaires au service de la Dette Unifiée, il est resté des excédents importants qui ont permis de gager les Emprunts de 1902, 1906, 1909 et 1913, émis par le Gouvernement Serbe sur le marché français, par les soins de la Banque Impériale Ottomane et de ses associés...”

<sup>29</sup> Raymond Poidevin, *Les intérêts financiers français et allemands en Serbie de 1895 à 1914*, dans: *Revue historique*, CCXXXII (1964), 49-66.

<sup>30</sup> AMAE, Serbie, vol. 3. Procès verbal d'une réunion tenué à Karlsruhe, le 25 septembre 1892.

<sup>31</sup> A. Mitrović, *op.cit.*, 72.

<sup>32</sup> A. Mitrović, *Osnivanje francusko-srpske banke* (en se fondant sur le matériel français, autrichien, allemand et dans une moindre mesure anglais), préparé en vue de sa mise sous presse.

<sup>33</sup> Archives économiques et financières - Paris (AEF-Paris), B 31.272, *Au sujet de la Société franco-serbe d'entreprises industrielles et de travaux publics*, le ministre des finances le président du Conseil, Paris le 28. juin 1912.

<sup>34</sup> AS-Beograd, fond Ministarstvo narodne privrede, odeljenje T, god. 1913, Statut et documents correspondants. Le même groupe financier a créé en 1914 la Société franco-serbe en vue de la construction d'hôtels dans les nouvelles provinces avec le capital de 2.500.000 fr (voir: AEF-Paris, B 31.272). Ce groupe n'a pu s'atteler à la tâche en raison de l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

<sup>35</sup> AEF-Paris, B 31.272, le 7. novembre 1912; AMAE, NS, Serbie, vol. 27, Paris le 11. novembre 1913, copie.

<sup>36</sup> Voir, par exemple dans AMAE-Paris, Guerre 1914-1918, Serbie, f. 370, Paris le 17. et le 22 mars 1915.

Ce réseau contrôlait en Serbie les emprunts publics, les principaux travaux publics et l'exploitation de la mine de cuivre alors très attrayante pour l'Europe; e<sup>37</sup>n Serbie, tout comme dans l'ensemble des Balkans, le première place revenait donc à la *BIO*, qui était toutefois principalement orientées vers l'Empire turc, tandis que la *BUP* exerçait une influence décisive bien que concentrant ses activités principales et les plus amples sur la Russie. A la veille de la Première Guerre mondiale la Serbie entra de toute évidence, sur le plan économique, dans la vaste sphère des principaux „intérêts orientaux” du capital financier français.

### *L'importance des investissements français*

Il s'agit d'opérations d'investissement qui se sont développées, accrues et accélérées pour atteindre une grande ampleur à partir de 1910 et revêtir un niveau exceptionnel dans la seconde moitié de 1913 et dans la première moitié de 1914. Cette tendance s'est trouvée interrompue par la guerre et l'on ne peut que supposer qu'elle en aurait été le résultat final.

Le travail réalisé était déjà d'une importance indéniable.

Jugeant du point de vue français Bompard fait part de l'appréciation suivante: „En Serbie dans les années qui ont précédé la guerre, la France a fait un sérieux effort d'organisation financière. La *Banque franco-serbe* [...] donnait les meilleures espérances.” Mentionnant les neuf adresses financières françaises les plus importantes dans l'espace proche-oriental et balkaniques, cette source nomme également, aux côtés des *BUP* et *BIO*, la *Banque franco-serbe* (auxquelles se joint uniquement la *Banque de Salonique* pour l'espace balkanique). On remarque immédiatement qu'un rapport effectué au sein de la *BIO* vers la fin de l'été 1918, analysant les résultats établis depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, note, s'ajoutant à la présentation détaillée du travail réalisé dans l'Empire turc et après une brève mention signalant que l'activité „s'est étendue à toute la péninsule balkanique”, sur une page et demi (en tant qu'unique présentation de l'activité dans un des Etats balkaniques) le fait que cette banque était „intéressée au développement économique et aux finances de la Serbie”.<sup>38</sup> L'histoire de la *BIO* consignée sur les premières pages du registre des archives ne se penche en particulier, en plus de la présentation détaillée de son activité en Turquie, que sur les seules activités de cet établissement en Serbie.<sup>39</sup> On remarque également qu'avec le temps, la plupart des grands établissements de la finance française s'engage de plus en plus dans les emprunts serbes, et pour certains même dans d'autres affaires. S'il est indéniable que la Serbie n'offrait pour le capital français d'envergure mondiale que de modestes affaires, celles-ci, avec le temps, s'avèrent néanmoins de plus en plus intéressantes.<sup>40</sup>

<sup>37</sup> Danica Milić, *Strani kapital u rudarsku Srbiju do 1918*, Beograd 1970, 289-308. Voir: AEF-Paris, B 39.078, *Compagnie française des mines de Bor*. Les archives de la Banque Mirabaud ont récemment été déposées aux AN-Paris et classées dans la série AQ.

<sup>38</sup> AN-Paris, F 23 154. Mémoire, 2 septembre 1918.

<sup>39</sup> AN-Paris, 207 AG, A. Autheman, *Histoire de la Banque Ottomane*.

<sup>40</sup> Lors de la réunion „Modern Banking in the Balkans. Role of West European Capital, 19th and 20th Century” tenue à Athènes le 24 janvier 1997, dans une communication de Alain Plessis et Olivier Freiertag, intitulée *Le place et le rôle de la finance française dans les Balkans de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la veille de la seconde guerre mondiale*, on trouve dans le texte en anglais (nonobstant le titre en français) l'appréciation suivante: „Some fact for Serbia: more than 80% of the capitals given by France are represented by public funds and the two thirds of the debt are owned by the French people [...] Then, in Serbia, French capitals, representing a secondary importance in the first credit companies, become preponderant in 1910 [...] Then, under French influence, a credit system is born, fated to drive towards him profitable concessions and then be the motive of a certain economical

Pour la Serbie, qui restait un pays agricole, l'engagement du capital français revêtait une importance exceptionnelle et multiple. Cela lui permettait d'obtenir sur le marché financier parisien, et ce sans difficulté particulière et en quantité suffisante, l'argent dont elle avait besoin à un prix relativement peu élevé. Satisfaisant aux conditions de rester solvable,<sup>41</sup> la Serbie put, grâce aux investissements français, s'atteler à introduire des éléments modernes dans son économie, avant tout la planification et le lancement d'un vaste programme de construction de voies ferrées, et, qui plus est, bénéficiaire de la haute qualité des réalisations qu'offraient les entreprises de construction françaises. Simultanément, la Serbie pouvait grâce à ce même argent entrer en affaire avec les entreprises de constructions et les producteurs d'armes allemands.<sup>42</sup> Finalement, l'aide française fut très précieuse pour le développement des mines de Bor, ce qui signifie simultanément le développement d'une métallurgie produisant un cuivre de qualité et d'une technologie spéciale pour l'extraction de l'or. D'autre part, cela permettait d'acquérir un armement provenant des meilleures manufactures d'armes françaises (pour une armée qui mobilisait plus de 700.000 hommes en 1914 et 1915). Il ressort de tout ce qui précède que le capital français contribua pour beaucoup à assurer l'indépendance de la Serbie à une époque de pression politique, économique et, finalement, militaire de la part de la monarchie des Habsbourgs.

development /.../. There is at least one example of industrial investment, till now quite unknown but significant, in Serbia, where the capitals placed in industry are however rare: the example of the Bor mines /.../ Mirabaud Bank give the responsibility to an engineer of the Société Française d'Etude et d'Entreprises - which is one of their subsidiary company - to expertise the economical value of this discovery, and as early as June 6th, 1904, they constitute the Compagnie Française des Mines de Bor /.../. This business makes immediately a big profit for the Mirabaud family as their bank keeps control of the company as well as taking profit of a profitable 1% royalty on the gross income made by the sales of the ore. This is how has been created the first company producing copper in Europe until the second world war... But exactly like for Laurium mines, the extracted metal, after a first treatment, is exported, and doesn't occur, in the country, the development of any metallurgical industry /.../ Direct investments in industry, despite the very new case of Bor mines - which can find an explanation in the high profitability of this mine - are to much limited and punctual to arouse a real development in the modern industry...

<sup>41</sup> D'après les données fournies par un/le membre allemand de l'Autonoma uprava monopolá, cette administration a enregistré dans l'année de guerre 1913, a priori peu favorable, un profit net de 13 901 702 fr (Bundesarchiv-Koblenz, R 85, Nr. 6990, K. Nr. 66, Belgrad den 15 Mai 1918).

<sup>42</sup> Voir les rapports des représentants français dans: AMAE-Paris, Serbie, Armée et armement, vol. 8 etc; voir le bilan de la situation d'avant-guerre dans: BA-Koblenz, R 85, Nr. 88 et Nr. 212, et respectivement dans Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes-Bonn, serie Serbien, rapport pour 1913 et 1914.

## INTERETS FRANCAIS EN SERBIE (Nombre de Français résidant en Serbie: 260)

### DETTE PUBLIQUE

Situation au 1-er Janvier 1915 et part des capitaux français (en francs).

	Circulation	Part française
Emprunt 2% 1881 . . . . .	21.070.000 fr.	„
Emprunt 1888 – Tabacs . . . . .	8.870.000	„
Emprunt 1895 – Unifié . . . . .	350.860.000	250.000.000
Emprunt 5% 1902 – Monopoles . . . . .	54.809.500	54.000.000
Emprunt 4 1/2% 1906 . . . . .	89.521.500	89.000.000
Emprunt 4 1/2% 1909 . . . . .	146.581.000	110.000.000
Emprunt 5% or 1913 . . . . .	204.316.500	204.000.000
Emprunt de l'Ouprava Fondova		
Lettres de gage 4 1/2 1910 . . . . .	29.281.000	29.281.000
Obligations communales 4 1/2 1911 . . . . .	29.473.000	29.473.000
Avance . . . . .	5.000.000	5.000.000
	919.782.500	770.754.000

Au montant de la dette serbe il y aurait lieu d'ajouter (voir Turquie) 118.575.000 frs. dont 83.000.000 a la part française, si la contribution des Etats-balkaniques a la Dette publique ottomane était fixée à 450 millions de francs.

### COMMERCE

	millions de francs
Importations en France	
Objets d'alimentation . . . . .	0.1
Matières nécessaires a l'industries . . . . .	4.9
	<u>5</u>

Exportation de France	
Objets fabriqués . . . . .	0.3
Total du commerce de la France avec la Serbie (commerce spécial) . . . . .	5.3
Principe importation en millions de francs platine brut en masse . . . . .	4.6

NOTE: un certain nombre d'exportations de France en Serbie, comprises dans des expéditions à destination d'Autriche-Hongrie échappent aux statistiques françaises.

### ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Banque franco-serbe  
Société française  
Siège social à Paris, 14 rue Le Peletier, Direction générale à Belgrade, succursales à  
Skoplje et Bitolia

Capital social: 12 millions de francs en 24 mille actions de 500 frs. entièrement libérées, sur lesquels 10 millions sont français.

Ses correspondants français lui ont en outre ouvert un crédit de 4 millions, de sorte que les capitaux français investis dans la Banque s'élèvent à 14 millions.

Société financière d'Orient  
société belge  
Siège social à Bruxelles  
Bureau à Paris, 10 rue Auber.

Capital social: 5 millions de francs en 20 mille actions de 250 frs. entièrement libérées, dont 4.625.000 frs. français.

### CHEMINS DE FER

Société franco-serbe d'Entreprises industrielles et de Travaux Publics  
Société française  
Siège à Paris, 33 Boulevard Haussmann

Cette société a obtenu:

1° - par contrat du 26 mai 1913, la construction de lignes de chemins de fer représentant un ensemble de plus de 300 kilomètres savoir:

Kragoujevatz-Kralievo-Rachka  
Nisch-Prokoupli, - Mrdaré  
Krouchevatz-Yankowa-Klissoura  
Valievo-Outchina-Losnitza

2° - par contrats des 2 novembre et 8 décembre 1913 et 9 février 1914, les études, avec droit de priorité pour la construction, des lignes suivantes:

Mrdaré-Prichitina  
Rachka-Mitrovitza  
Rachka-Novibazar-Ouvatz

Comme garantie de l'exécution de ces travaux devant s'élever suivant engagement du Gouvernement serbe du 13 mars 1914, à 60 millions de francs au minimum, et des études prévues, la Société franco-serbe a déposé à Belgrade des cautionnements montant à 5.110.000 frs.

### CHEMINS DE FER D'ALBANIE

La Régie générale de chemins de fer et Travaux publics 6 Boulevard de la Madeleine à Paris, a obtenu du Gouvernement ottoman, par contrats du 20 juillet 1911, les études, à raison de 30 livres turques par kilomètre avec droit de priorité pour la construction, en premier lieu, d'une ligne, dite de l'Albanie du Sud, allant d'une part de Monastir à réchadié sur le Golfe de Gumenitza par Resne, Koritza et Janina, et, d'autre part, de Resne à Dabré par Ochrida, la tout mesurant 480 kilomètres environ en, en second lieu, d'une ligne allant de Monastir à Gradsko, d'une longueur de 109 kilomètres environ, faisant partie de la ligne dite jonction bulgare.

Par un contrat des mêmes conditions, les études d'une ligne, dite Danube Adriatique, allant de Krdaré à St Jean de Medua par Prizrend, la vallée du Drin noir et la vallée du Mat, avec embranchement sur Scutari d'Albanie, soit 385 kilomètres, La Compagnie jonction Salonique s'est entendue, pour l'exécution de ces études, avec la Régie générale.

Les études des lignes Albanie du Sud et Jonction bulgare ont été terminées et remises au Gouvernement ottoman le 25 mars 1913 qui a reconnu devoir à La Régie générale 17.663 livres turques équivalant à peu près à 400.000 francs.

Sur le tracé du Danube Adriatique 98 kilomètres seulement ont pu être étudiés et le Gouvernement ottoman auquel le dossier a été remis le 6 février 1913, n'a voulu se reconnaître débiteur que de 56.000 frs. tandis que la Régie générale assure en avoir dépensé 92.000.

Quoiqu'il en soit, il y a environ 490.000 francs de capitaux français dorés et déjà investis dans les chemins de fer albanais. Seulement, il convient de noter qu'en raison de la division nouvelle de la péninsule balkanique opérée à la suite de la guerre de 1912, la ligne projetée jonction bulgare (109k) se trouve entièrement placée en Serbie celle de l'Albanie du Sud (480k) en Serbie pour 182k., en Grèce pour 178 k et en Albanie pour 120k et enfin que le Danube-Adriatique (385k dont 98 seulement étudiés) mesurerait, d'après le tracé prévu par le Gouvernement ottoman, 231k en Serbie et 154 en Albanie. Sur ces données les 490.000 f. de capitaux investis dans les chemins de fer albanais seraient imputables

à la Serbie pour 252.000 frs.  
à la Grèce pour 121.000 frs.  
à l'Albanie pour 117.000 frs.  
490.000 frs.

*ROUTES*

Société française d'entreprises  
Société française  
Siège social à Paris, 7, avenue du coq  
(voir Turquie)

Capital social: 2 millions de francs en 4 mille actions de 500 frs, dont 500.000 frs, versés, entièrement français. Ce capital est employé par moitié en Serbie et par moitié en Bulgarie.

*ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES*

Société franco-serbe d'Entreprises industrielles et de Travaux Publics

Société française

Siège social à Paris, 35 boulevard Haussmann

Capital social: 10 millions de francs en 20 mille actions de 500 frs, entièrement libérées, français en totalité.

Société des cimenteries et charbonnages franco-serbes (cimenterie de Popovitz-Charbonnage de sissevatz)

Société serbe

Siège social à Belgrade

Filiale de la Société franco-serbe d'entreprises, 35 Boulevard Haussmann à Paris.

Capital social: 3.300.000 frs. en 33 mille actions de 100 frs. libérées de 40 francs, soit 1.320.000 frs. dont 680.000 frs. français

Mines de Bor

Arrondissement de Zayetchar-département du Timok

(cuivre)

Société française

Siège à Paris, 60 rues de la Victoire

Capital social: 4.300 actions de 500 frs. entièrement libérées et divisées en cinquièmes d'action, at 9.700 actions de jouissance, sur lesquelles les Français sont porteurs de 11.800 actions environ, tant de capital que de jouissance. Le cours des actions était avant la guerre de 1.800 frs. pour un cinquième d'action et il est encore aujourd'hui de mille francs. Du capital investi primitivement dans l'affaire, il ne reste plus à rembourser que 2.150.000 frs. dont 1.800 mille frs. à des porteurs français.

Il y a en outre en circulation 13.577 obligations de 500 frs, soit 6.788.500 f. dont 5 millions français.

Le capital nominal investi par des Français dans les mines de Bor s'élève donc à 6.800.000 francs.

Les installations de mines de Bor valent 12.400.000 frs. L'al traction du minéral de cuivre était annuellement de 7.600 tonnes et l bénéfice net moyen de 4 millions de francs.

Société d'exploitation minière en Serbie

(alluvion d'or de la Nersnitza-Charbonnages de Radinka).

Société belge

Seège social à Bruxelles

Bureau à Paris, 7 rue Meyerber

Capital social: 3.800.000 f. en 38 mille actions de 100 f., entièrement libérées, dont 1.900.000 français.

Mines de Studena  
(cuivre)

Société française  
Siège social à Paris

Capital social: 250 mille francs, dont 175.000 f. français.

*RECAPITULATION*

Capitaux français investis en Serbie

Dettes publiques

Emprunts et avances . . . . .	770.754.000 f.	770.754.000
-------------------------------	----------------	-------------

Etablissements financiers

Banque franco-serbe . . . . .	14.000.000	
Société financière d'Orient . . . . .	4.625.000	
	<u>18.625.000</u>	18.625.000

Chemins de fer

Concessions de la Société franco-serbe . . . . .	5.110.000	
Etudes des chemins de fer d'Albanis . . . . .	252.000	
	<u>5.362.000</u>	5.362.000

Routes

Société française d'entreprises . . . . .	250.000	250.000
-------------------------------------------	---------	---------

Entreprises industrielles et commerciales . . . . .

Société franco-serbe d'entreprises . . . . .	10.000.000	
Cimenteries et Charbonnages franco-serbes . . . . .	680.000	
	<u>10.680.000</u>	10.680.000

Mines

Mines de Bor . . . . .	6.800.000	
Exploitations minières en Serbie . . . . .	1.900.000	
Mines de Studena . . . . .	175.000	
	<u>8.875.000</u>	875.000
		<u>814.546.000</u>

Voir la note nr 1

Capitaux français investis dans les	en Turquie	en Grèce	en Serbie	en Roumanie	en Bulgarie	en Monténégro	en Albanie	Totaux
Fonds d'Etats	2.246.334.150	432.750.000	770.754.000	652.000.000	369.150.000	4.000.000	"	4.474.988.150
Etablissements financiers	138.250.000	75.000.000	18.625.000	7.625.000	17.756.000	"	"	257.256.000
Chemins de fer	262.144.600	204.121.000	5.362.000	6.000.000	53.300.000	"	117.000	531.044.600
Routes, Quais, Ports, Phares	72.506.500	21.944.500	250.000	"	550.000	"	750.000	96.001.000
Eau, Gaz, Electricité	42.043.600	38.579.578	"	15.207.180	3.000.000	"	"	99.630.358
Mines e Petroles.	37.525.000	24.850.000	8.875.000	47.667.000	2.550.000	"	800.000	121.571.373
industrielles, commerciales et agricoles	92.447.900	28.557.500	10.680.000	23.150.000	10.910.000	"	104.373	165.745.400
Totaux	2.891.251.750	825.802.578	814.546.000	751.649.180	457.216.000	4.000.000	1.771.373	5.746.236.881

Voir la note nr 2